

Mini CV

Akram El Mejri

- **Fonction**

Maître de conférences en droit privé

- **Discipline(s)**

Droit des sociétés ; Droit bancaire et financier ; Droit des sûretés

- **Disciplines enseignées**

Droit du crédit et des garanties

Droit commercial

Droit, Economie et Société

Droit des sociétés

Droit économique

- **Thèmes de recherche**

Enjeux et défis contemporains du droit des affaires (régulation financière, crises, mutations des entreprises, montages juridico-financiers, responsabilité des banques...).

- **Dernières publications**

Articles et chapitres d'ouvrages

« Le droit fiscal face aux nouveaux biens : le cas des cryptomonnaies », *RTD com.* 2023, à paraître, 2023.

« Les *Credit Default Swaps* (CDS), 14 ans après : où en est-on ? », *RD banc. fin.* 2023, à paraître.

« La force du droit financier en question », in *La force du droit*, Mare et Martin, 2023, p. 161 et s.

« Les discours sur l'imminence d'une crise financière de grande ampleur : quel rôle pour les autorités de régulation ? », *Riséo* 2022-1, p. 113 et s.

« Responsabilité du banquier et réptère de crédit aux particuliers », in *La responsabilité civile du banquier aujourd'hui*, Lexisnexis, 2022, p. 145 et s.

« La narration de la norme d'attractivité économique d' droit », in E. Nicolas, J. Gittard et C. Sintez (dir.), *La narration de la norme*, Mare et Martin, 2022, p. 219 et s.

« Les bûlles spéculatives et le droit », *RTD com.*, déc. 2021, p. 715 et s.

« La pyramide de Ponzi », *RD banc. fin.*, juill.-août 2020, étude 11.

Commentaires de jurisprudence

« Prêt par paliers et risque d'amortissement négatif : le prêteur est tenu d'une obligation spéciale d'information, l'intermédiaire d'un devoir de mise en garde », note sous Cass. civ. 1^{ère}, 25 mai 2022, n° 21-10.635, F-B, *JCP E* 2022, 1279.

« Bénéfice de subrogation : la caution peut être déchargée en cas de retard du créancier dans la réalisation d'un nantissement de compte-titres », note sous Cass. com., 30 nov. 2022, n° 20-23.554, F-B, *JCP E* 2023, 1082.

El Mejri (A), « Redressement judiciaire : l'associé menacé de dilution peut former tierce-opposition », note sous Cass. com., 8 févr. 2023, n° 21-14.189, P+B, *Lettre CREDA-sociétés (CCI)*, 2023-04, 1^{er} mars 2023.

El Mejri (A), « Le coemploi n'est pas mort ! », note sous Cass. soc., 23 nov. 2022, n° 20-23.206, P+B, *Lettre CREDA-sociétés (CCI)*, 2022-19, 7 déc. 2022.

El Mejri (A), « Action intentée contre une société absorbée : la fermeté est (toujours) de mise », note sous Cass. civ. 2^{ème}, 8 sept. 2022, n° 21-11.892, *Lettre CREDA-sociétés (CCI)*, 2022-18, 30 nov. 2022.

« Clarifications au sujet de la computation du délai de prescription des actions en responsabilité civile contre le banquier », note sous Cass. 1^{re} civ., 5 janv. 2022, n° 20-18.893, *JCP E* 2022, 1243.

- **Informations complémentaires (responsabilités pédagogiques, administratives, autres fonctions...)**

Membre du Comité d'éthique de la recherche de l'Université Paris Nanterre (CER-PN).

Enseignant à l'Université Paris-Saclay.

Contributeur régulier pour la lettre du Centre de recherche en droit des affaires de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) de Paris.

Responsable pédagogique de la Licence 3 AES et Directeur d'études – Membre de la Commission Parcoûrs.